

## CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

### MAPA 2025 - 01 MARCHÉ DE PRESTATIONS DE SERVICES ASSURANCES CONSTRUCTION

---

Construction d'un hébergement avec restauration sur  
le site du Campus 2 à SAINT-LO

---

**CCI OUEST NORMANDIE**  
Chambre de commerce et d'industrie  
50000 SAINT-LO



## SOMMAIRE

1 - OBJET - DESCRIPTION DE L'OPERATION .....	4
1.1 - Objet du marché.....	4
1.2 - Définition de la procédure.....	4
1.3 - Allotissement.....	4
1.4 - Données générales de l'opération.....	4
1.5 - Particularités de site .....	5
1.6 - Particularités techniques .....	6
2 - LOT 1 : ASSURANCE DOMMAGES OUVRAGE .....	6
2.1 - Les assurés.....	6
2.2 - Assiette financière pour le calcul de la cotisation dommages ouvrage .....	6
2.3 - Nature des garanties et des franchises .....	7
2.3.1 - Les garanties de base .....	7
2.3.1.1 - Le contenu .....	7
2.3.1.2 - Le montant .....	7
2.3.1.3 - Reconstitution de garantie .....	7
2.3.2 - Les garanties complémentaires.....	8
2.3.2.1 - La garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipements dissociables .....	8
2.3.2.2 - La garantie des immatériels consécutifs.....	8
2.3.2.3 - La garantie des dommages aux ouvrages existants.....	8
2.3.2.4 - Le contrat collectif de responsabilité décennale (CCRD) .....	8
2.3.3 - Les franchises .....	8
2.3.4 - Récapitulatif des garanties et des franchises : .....	9
2.4 - la durée du contrat .....	9
3 - LOT 2 : ASSURANCE TOUS RISQUES CHANTIER.....	10
3.1 - Les assurés.....	10
3.2 - Les biens assurés.....	10
3.3 - Assiette financière pour le calcul de la cotisation TRC .....	10
3.4 - Nature des garanties et des franchises .....	11
3.4.1 - Les garanties de base .....	11
3.4.1.1 - Le contenu .....	11
3.4.1.2 - Le montant .....	11
3.4.1.3 - Reconstitution de garantie .....	11
3.4.2 - Les garanties complémentaires de la TRC .....	12
3.4.2.1 - Les frais de déblaiement.....	12
3.4.2.2 - Les frais de transport accéléré, heures supplémentaires.....	12
3.4.2.3 - Les frais d'honoraires des prestataires spécialisés .....	12
3.4.2.4 - Les frais pour périls imminents et mesures conservatoires.....	12
3.4.2.5 - Les frais d'experts d'assurés : .....	12
3.4.2.6 - La garantie des dommages aux ouvrages existants (autres que les existants indivisibles, ou totalement incorporés à l'ouvrage neuf) : .....	12
3.4.3 - Les franchises .....	13
3.4.4 - Récapitulatif des garanties et des franchises : .....	13
3.5 - La durée du contrat .....	14
3.6 - La renonciation a recours .....	14
4 - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES .....	14
4.1 - Emission des bons de commande.....	14
4.2 - Modalités de facturation et de règlement.....	14

4.2.1 - Contenus des demandes de paiement.....	15
4.2.2 - Acceptation du montant de la facture.....	15
La CCI vérifie le montant indiqué sur la facture. Elle le complète éventuellement en calculant les pénalités et les réfections imposées. ....	15
Le montant de la somme à régler au titulaire est arrêté par la CCI. Il est notifié au titulaire si le décompte, la facture ou le mémoire a été modifié ou s'il a été complété comme il est dit à l'alinéa précédent. Passé un délai de trente jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.....	15
4.2.3 - Modalités de paiement en cas de groupement.....	15
4.2.4 - Délai de paiement.....	15
4.2.5 - Suspension des délais de paiements.....	16
4.3 - Coordonnées bancaires du titulaire - RIB.....	16
4.3.1 - Coordonnées bancaires du titulaire ou du mandataire du groupement .....	16
4.3.2 - Coordonnées bancaires des autres membres du groupement conjoint .....	16
4.3.3 - Modification des coordonnées bancaires .....	16
4.4 - Confidentialité .....	16
4.5 - Situation fiscale et sociale des titulaires.....	17
4.5.1 - Obligations des titulaires.....	17
4.5.2 - Remise des documents listes ci-dessus sur E-ATTESTATIONS .....	17

# 1 - OBJET - DESCRIPTION DE L'OPERATION

## 1.1 - Objet du marché

Les stipulations du présent règlement de la consultation concernent l'ensemble des prestations nécessaires à la souscription d'une assurance dommages ouvrage et d'une assurance tous risques chantier dans le cadre de l'opération de construction d'un hébergement avec restauration sur le site du Campus 2 à SAINT-LO, ci-après l'« opération ».

Les prestations sont prévues en une unique tranche.

Lieu d'exécution des prestations (situation du risque) : SAINT-LO (50)

## 1.2 - Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon une procédure adaptée, soumis aux dispositions des articles L. 2120-1 et L. 2123-1 de l'ordonnance 2018-1074 du 26 Novembre 2018 dans sa version actuelle (partie législative du Code de la commande publique) et selon les articles R. 2123-1 à 8 du Décret n° 2018-1075 du 3 Décembre 2018 portant partie réglementaire de la Commande publique.

La présente consultation est lancée avec possibilité et non obligation pour le Maitre d'Ouvrage de négocier avec les 3 candidats dont les offres auront été classées mieux-disantes à l'issue de la première analyse. Le Maitre d'Ouvrage pourra attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation. De même, cette négociation pourra être menée sans information de l'ensemble des candidats.

La notification du marché par le pouvoir adjudicateur sera faite à l'entreprise dans les délais suivants : Cent vingt (120) jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

## 1.3 - Allotissement

Le marché est décomposé en 2 lots :

Lot(s)	Désignation
01	ASSURANCE DOMMAGES OUVRAGE
02	ASSURANCE TOUS RISQUES CHANTIER

Les candidats peuvent concourir pour un ou plusieurs lots. Si un candidat concourt pour plusieurs lots, il est possible qu'il ne soit retenu que pour un seul des lots.

Les offres seront appréciées lot par lot, les candidats n'ont pas la possibilité de présenter des offres variables selon le nombre de lots susceptibles d'être obtenus.

## 1.4 - Données générales de l'opération

Identité du souscripteur :	Pouvoir Adjudicateur : <b>CCI Ouest Normandie</b> Chambre de commerce et d'industrie 86 rue de l'Exode 50000 SAINT-LO Représenté par son Président Monsieur Daniel DUFEU
Nature du souscripteur :	<input type="checkbox"/> Etablissement Public de Santé <input type="checkbox"/> Etablissement social et médico-social <input type="checkbox"/> Etablissement privé de Santé <input checked="" type="checkbox"/> Autre : Etablissement Public de Formation

Lieu de l'opération :	SAINT-LÔ (50)
Type de bâtiment :	ERP type R-N-L-W / 4ème catégorie avec locaux à sommeil
Type de travaux :	Construction d'un hébergement avec restauration
Montage (travaux) :	Corps d'état séparés
Déclaration d'Ouverture de Chantier :	Réunion de lancement de la phase préparation : 26/03/2025
Signature des marchés de travaux :	Date : mars 2025
OS de démarrage des travaux :	Prévisionnel : avril 2025
Durée prévisionnelle des travaux :	1 mois de préparation + 15 mois de travaux + 12 mois de GPA
Allotissement / réception :	<p>Le marché travaux est décomposé en 18 lots :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Terrassement -VRD</li> <li>✓ Terrassements - Gros Œuvre</li> <li>✓ Charpente bois</li> <li>✓ Etanchéité</li> <li>✓ Ravalement</li> <li>✓ Serrurerie</li> <li>✓ Menuiseries extérieures alu</li> <li>✓ Ascenseur</li> <li>✓ Doublages cloisons plafonds</li> <li>✓ Revêtements de sol - faïence</li> <li>✓ Menuiserie intérieure</li> <li>✓ Agencement</li> <li>✓ Peinture</li> <li>✓ Equipements de cuisine</li> <li>✓ Électricité cfo-cfa</li> <li>✓ Panneaux photovoltaïques</li> <li>✓ Plomberie - CVC</li> <li>✓ Espaces verts</li> </ul> <p>La livraison des travaux devra impérativement avoir lieu en juin 2026.</p>
Cout prévisionnel des travaux :	4 991 688.66 € HT
Cout prévisionnel de l'opération de construction :	6 853 420.00 € TTC
Permis de construire :	<p>Construction d'un bâtiment d'hébergement avec restauration</p> <p>N° Dossier : PC 050 502 24 W0023</p> <p>Date de l'arrêté : 10 janvier 2025</p> <p>Surface de plancher créée du projet : 2 142 m²</p>
Consistance des travaux : (descriptif succinct)	Le projet prévoit la construction d'un hébergement avec restauration sur le site du Campus 2 à Saint Lô

### 1.5 - Particularités de site

Tiers :	Pas de tiers en limite de propriété
Environnement naturel :	Pas de spécificité particulière
Environnement urbain :	Les travaux se déroulent en
Travaux en site occupé :	Non.

## 1.6 - Particularités techniques

DCE marchés de travaux :	Le DCE complet est joint à la consultation Il intègre le calendrier établi par le Maître d'Œuvre. Il intègre le PGC établi par le coordonnateur SPS. Il intègre le RICT établi par le bureau de contrôle. Appel d'offres ouvert procédure formalisée
Autorisations d'urbanisme :	PC accordé le 10 janvier 2025

## 2 - LOT 1 : ASSURANCE DOMMAGES OUVRAGE

### 2.1 - Les assurés

Les assurés du présent contrat sont :

- ✓ Le Maître d'ouvrage dont l'identité est définie à l'acte d'engagement et dans le CCP.
- ✓ Les propriétaires et / ou occupants successifs de l'Ouvrage, au bénéfice desquels sont souscrites les garanties dommages ouvrage, et de toute autre personne physique ou morale qui aurait la qualité d'occupant.

### 2.2 - Assiette financière pour le calcul de la cotisation dommages ouvrage

L'assiette financière servant de base au calcul de la cotisation dommages ouvrage est déterminé comme suit, à partir du coût prévisionnel de la construction défini au paragraphe 1.4- Données générales de l'opération du présent document :

	Coût €TTC
	<b>TRAVAUX</b>
Marchés initiaux	5 990 026.00
<b>PREVISIONNEL TRAVAUX</b>	5 990 026.00
	<b>HONORAIRES</b>
Honoraires MOE	767 664.00
Honoraires OPC	58 200.00
Honoraires BCT	17 910.00
Honoraires SPS	11 904.00
Honoraires géotechniques	7 716.00
<b>TOTAL HONORAIRES</b>	863 394.00
<b>Prestation à déduire de l'assiette</b>	
Espaces verts	58 600.00
<b>Assiette pour cotisation DO</b>	<b>6 794 820.00 € TTC</b>

A noter que le coût prévisionnel de la construction (servant d'assiette à la cotisation DO) est obtenu à partir du montant toutes taxes comprises de l'ensemble des travaux (travaux de base) à la réalisation de l'opération de construction, et intégrant les honoraires et autres taxes.

Seront normalement exclus de l'assiette de cotisations les travaux la réalisation des espaces verts.

Enfin, et en aucun cas, ce coût ne peut toutefois comprendre les primes ou modifications accordées par le Maître de l'ouvrage au titre d'une exécution plus rapide que celles prévues contractuellement, ni se trouver amputé des pénalités pour retard infligées à l'entrepreneur responsable d'un dépassement des délais contractuels d'extension.

## **2.3 - Nature des garanties et des franchises**

### **2.3.1 - Les garanties de base**

#### **2.3.1.1 - Le contenu**

Le contrat a pour objet de garantir, en dehors de toute recherche de responsabilité, le paiement des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement indivisibles, conformément à l'article L242-1 et R243-2 du Code des Assurances, des textes d'application et des clauses du A243-1 de l'Annexe II du même Code.

La garantie couvre les dommages dont sont responsables les constructeurs, au sens de l'article 1792-1 du code civil, les fabricants, les fournisseurs, le contrôleur technique, etc... (liste non exhaustive), y compris résultant d'un vice du sol, et qui :

- ✓ compromettent la solidité des ouvrages constitutifs de l'opération de construction ;
- ✓ affectent les ouvrages dans l'un de leurs éléments constitutifs ou l'un de leurs éléments d'équipement, les rendant impropres à leur destination initiale ;
- ✓ affectent la solidité de l'un des éléments d'équipement indissociables des ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos et de couvert, au sens de l'article 1792-2 du code civil.

Les travaux de réparation des dommages comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.

#### **2.3.1.2 - Le montant**

Montant des garanties : 100% du montant calculé au paragraphe 2.2 du présent document.

La garantie couvre le coût de l'ensemble des travaux afférents à la remise en état des ouvrages ou éléments d'équipement de l'opération de construction endommagés à la suite du sinistre ; elle est toutefois limitée au montant du coût total de construction déclaré à l'article 2.2 du présent document, revalorisé en fonction de l'évolution générale des coûts de construction entre la date de souscription du contrat et celle de la réparation du sinistre. La garantie peut être reconstituée après sinistre selon les modalités également prévues au 2.3.1.3 ci-après.

#### **Avant réception**

Le montant de la garantie est limité au coût total de construction prévisionnel déclaré à la souscription du contrat et revalorisé en fonction de l'évolution de l'indice entre la date de souscription du contrat et celle de la réparation du sinistre. Il ne pourra dépasser le coût total des travaux effectivement exécutés au jour du sinistre.

#### **Après réception**

Si le sinistre survient entre la date de réception et la date de déclaration du coût total de construction définitif, le montant de la garantie est limité au coût total de construction prévisionnel calculée au 2.2 du présent document et donc déclaré à la souscription du contrat, et revalorisé en fonction de l'évolution de l'indice entre la date de souscription du contrat et celle de la réparation du sinistre.

Si le sinistre survient après la date de déclaration du coût total de construction définitif et pendant toute la durée de la garanti, le montant de la garantie est limité au coût total de construction définitif. Celui-ci est déclaré suivant les modalités prévues aux conditions générales. Il est revalorisé en fonction de l'évolution de l'indice entre la date de réception et celle de la réparation du sinistre.

#### **2.3.1.3 - Reconstitution de garantie**

Il est convenu que les montants de garantie définis dans le présent document, seront automatiquement réduits des sommes versées en cas de sinistre, de telle sorte que l'Assureur ne puisse jamais être engagé au-delà de ces montants pour l'ensemble des sinistres survenant pendant la durée des garanties.

Toutefois, les montants de ces garanties pourront être reconstitués sur demande de l'Assuré ou de toute personne ayant un intérêt à la conservation de la construction, sous condition du versement d'une prime dont le montant sera fixé par avenant.

Cette reconstitution ne pourra être accordée que si elle est demandée, au plus tard, dans un délai d'un mois suivant la date du versement de l'indemnité ou de la dernière fraction d'indemnité.

Il est convenu que :

- ✓ l'Assureur s'engage à informer l'Assuré de l'épuisement des garanties,
- ✓ l'Assureur ne fera pas application de la règle proportionnelle de capitaux visée à l'article L.121.5 du Code des assurances en cas de non-reconstitution de l'un ou des montants de garantie.
- ✓

## **2.3.2 - Les garanties complémentaires**

### **2.3.2.1 - La garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipements dissociables**

Cette garantie, (également appelé garantie de bon fonctionnement) couvre les travaux de réparations des dommages matériels, lorsque les éléments d'équipement dissociables sont inaptes à remplir les fonctions qui leur sont dévolues.

Cette garantie débute à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement, et prend fin à l'expiration de 2 ans à compter de la réception.

Conformément à l'article 1792-7 du Code Civil, sont expressément exclus de la présente garantie les éléments d'équipement y compris leurs accessoires, dont la fonction exclusive serait de permettre l'exercice d'une activité professionnelle dans l'ouvrage.

Montant des garanties : Maximum de 10% du montant calculé au paragraphe 2.2 du présent document.  
Ce montant en € TTC est épuisable sur la période de 2 ans (article 1792-3 du code civil).

### **2.3.2.2 - La garantie des immatériels consécutifs**

La garantie facultative des dommages immatériels concerne les préjudices subis par le propriétaire de la construction ainsi que les occupants, résultant d'un dommage survenu après réception.

Cette couverture porte sur le coût des dommages résultants de la privation de jouissance d'un droit ou de l'interruption d'un service rendu, pour autant qu'ils soient la conséquence de dommages de nature décennale ou engageant la garantie de bon fonctionnement eux-mêmes garantis, subi par les propriétaires successifs et/ou le locataire.

Montant des garanties : Maximum de 10% du montant calculé au paragraphe 2.2 du présent document (montant épuisable sur la période de garantie).

### **2.3.2.3 - La garantie des dommages aux ouvrages existants**

Cette couverture porte sur le coût des dommages aux ouvrages existants (existants avant l'ouverture du chantier), ni totalement incorporés à l'ouvrage neufs, ni techniquement indivisibles de cet ouvrage neuf.  
Montant des garanties : voir article 2.3.4 du présent CCP (montant épuisable sur la période de garantie).

### **2.3.2.4 - Le contrat collectif de responsabilité décennale (CCRD)**

SO, montant inférieur à 15M €.

## **2.3.3 - Les franchises**

Il n'y a pas de franchise pour les sinistres pris en compte au titre de l'assurance dommage ouvrage (garanties de base et garanties complémentaires).



## 2.3.4 - Récapitulatif des garanties et des franchises :

### LOT 1 : ASSURANCES DOMMAGES OUVRAGE

Assiette de prime, correspondant aux montants des travaux et honoraires en € TTC, comme indiqué au CCP soit **6 794 820.00 € TTC**

Nature des garanties	Montant des Garanties	Franchise
<b>Garantie obligatoire des dommages de nature décennale</b>  Cette garantie légale est accordée conformément à l'article L242 -1 et R243.2 du Code des assurances, des textes d'application et des clauses type A243-1 Annexe II du Code des assurances. Elle est sans franchise, y compris pour les dommages aux existants, qui totalement incorporés dans l'ouvrage neuf, en deviennent techniquement indivisibles. <b>Garanties complémentaires : Bon Fonctionnement des éléments d'équipement dissociables</b>  Cette garantie, épuisable sur la période de 2 ans (art 1792-3 du code civil), couvre le paiement des travaux de réparation des dommages matériels, lorsque ces derniers rendent les éléments d'équipement inaptes à remplir les fonctions qui leur sont dévolues <b>Garanties complémentaires : Immatériels consécutifs</b>  La couverture, épuisable sur la période de garantie, porte sur le coût des dommages résultants de la privation de jouissance d'un droit, ou de l'interruption d'un service rendu pour autant qu'ils soient la conséquence de dommages de nature décennale ou engageant la garantie de Bon Fonctionnement eux-mêmes garantis, subi par les propriétaires successifs et/ou le locataire	100% du montant des travaux et honoraires          Maximum de 10 % du montant des travaux et honoraires, soit <b>679 482.00 € TTC</b>       Maximum de 10 % du montant des travaux et honoraires, soit <b>679 482.00 € TTC</b>	Sans          Sans       Sans

Il est convenu que chacun des différents intervenants liés directement au maître d'ouvrage par contrat devront avoir des attestations d'assurance décennale (attestations nominatives de chantier) :

1. Pour les prestataires intellectuels maîtres d'œuvre, BET, Géotechnicien, auxquels il convient d'ajouter le contrôleur technique, l'assistant à maîtrise d'ouvrage et les fabricants d'EPERS : 3.000.000 € par sinistre pour chacun d'entre eux ;
2. Pour les entreprises de gros œuvre au sens de la note de la FFSA portant nomenclature des ouvrages de bâtiment article 8 à 21 inclus : 10.000.000 € par sinistre pour chacune des entreprises liées au maître d'ouvrage par contrat de louage d'ouvrage ;
3. Pour les autres entreprises ne rentrant pas dans la nomenclature 8 à 21 de la FFSA et liées au maître d'ouvrage par contrat de louage d'ouvrage 6.000.000 d'Euros par sinistre pour chacune des entreprises.

## 2.4 - la durée du contrat

Les stipulations correspondantes figurent à l'article 4.2 de l'acte d'engagement.

A noter également que l'assurance dommages ouvrage garantit le paiement des réparations nécessaires lorsque :

- ✓ Avant la réception, et après mise en demeure restée infructueuse, le contrat de louage d'ouvrage conclu avec l'entrepreneur est résilié pour inexécution, par celui-ci, de ses obligations
- ✓ Après la réception, et avant l'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement au sens de l'article 1792-6 du code civil, lorsque l'entrepreneur n'a pas exécuté ses obligations au titre de cette garantie, après mise en demeure par lettre recommandée restée infructueuse.

## 3 - LOT 2 : ASSURANCE TOUS RISQUES CHANTIER

### 3.1 - Les assurés

Les assurés du présent contrat sont :

- ✓ Le Maître d'ouvrage dont l'identité est définie à l'acte d'engagement et dans le CCP.
- ✓ Les fournisseurs et fabricants mais exclusivement pour les seules tâches ou prestations diverses qu'ils réalisent directement sur le site du chantier avant la réception de celui-ci,
- ✓ Toute personne physique ou morale (y compris les sous-traitants) intervenant sur le chantier pourvu que le montant de sa prestation et /ou de ses fournitures soit inclus dans l'assiette de cotisations du présent marché telle que définie ci-après

### 3.2 - Les biens assurés

Les biens assurés du présent contrat sont :

- ✓ Tous les biens, meubles ou immeubles, destinés à faire partie intégrante de la réalisation de l'opération définie au présent CCP.
- ✓ Les matériaux ou éléments d'équipement présents sur le site de l'opération et destinés à être incorporés dans l'opération de construction telle que définie au présent CCP.
- ✓ Les ouvrages provisoires compris dans les prix des marchés car nécessaires pour la réalisation des travaux de l'opération.
- ✓ Les prestations, travaux, et fournitures diverses dès lors qu'ils sont comptabilisés dans l'assiette de calcul ci-après telle qu'elle ressort du coût total de l'opération

Ne bénéficient pas de la qualité d'assuré, les loueurs de matériel, les sociétés de travail intérimaire et les sociétés de gardiennage.

### 3.3 - Assiette financière pour le calcul de la cotisation TRC

L'assiette financière servant de base au calcul de la cotisation TRC est déterminée comme suit, à partir du coût prévisionnel de la construction défini au paragraphe 0 du présent document :

	Coût €TTC
	<b>TRAVAUX</b>
Marchés initiaux	5 990 026.39
<b>PREVISIONNEL TRAVAUX</b>	<b>5 990 026.39</b>
	<b>HONORAIRES</b>
Honoraires MOE	767 664.00
Honoraires OPC	58 200.00
Honoraires BCT	17 910.00
Honoraires SPS	11 904.00
Honoraires géotechniques	7 716.00
<b>TOTAL HONORAIRES</b>	<b>863 394.00</b>
	<b>Prestation à déduire de l'assiette</b>
Espace vert	
<b>PREVISIONNEL DEDUCTION</b>	
<b>Assiette pour cotisation TRC</b>	<b>6 853 420.00 € TTC</b>

A noter que le coût prévisionnel de la construction (servant d'assiette à la cotisation TRC) est obtenu à partir du montant toutes taxes comprises de l'ensemble des travaux (travaux de base et travaux supplémentaires éventuels) à la réalisation de l'opération de construction, et intégrant les honoraires, les révisions, et autres taxes.

### **3.4 - Nature des garanties et des franchises**

#### **3.4.1 - Les garanties de base**

##### **3.4.1.1 - Le contenu**

Le contrat a pour objet de garantir, toute perte physique ou dommage matériel subi par les travaux neufs résultant notamment d'erreur et/ou défaut de conception, de plan, de calcul, vice caché, vice de matière, de construction, de montage, et d'une façon générale, tout dommage matériel subi par les travaux neufs.

Ainsi, et sous réserve des exclusions prévues aux conditions particulières et générales de l'assureur, pour autant que celles-ci ne soient pas contraires aux présentes dispositions du CCP sauf mentions expresses en annexe de l'Acte d'Engagement, l'assureur garantit aux assurés l'indemnisation de tous les dommages matériels survenant accidentellement et/ou de façon fortuite, au cours de la réalisation des marchés de notre opération de construction, pendant les travaux et ce jusqu'à la réception définitive de l'opération, et notamment :

- ✓ l'effondrement et/ou le risque imminent d'effondrement,
- ✓ la chute de grues, d'engins de levage divers, d'échafaudages...
- ✓ l'incendie, la chute de la foudre, l'explosion, l'implosion ;
- ✓ les dégâts des eaux, le gel, le refoulement d'égouts ;
- ✓ la tempête, l'ouragan, la grêle, le poids de la neige
- ✓ le choc d'un véhicule terrestre à moteur même non identifié ;
- ✓ la chute d'appareils de navigation aérienne et d'engins spatiaux ;
- ✓ l'action des événements climatiques entraînant des dommages non classés en catastrophes naturelles au sens de la Loi de 1982, par exemples inondations, débordements d'étendue ou de cours d'eau, glissements ou effondrement de terrains, coulées de boues.
- ✓ le vol, le vandalisme avec effraction uniquement (à cet effet il est bien précisé que le chantier n'est pas gardienné).
- ✓ les actes de malveillance (grèves, émeutes, mouvements populaires, sabotages, que ces actions soient concertées ou non).
- ✓ les dommages matériels directs causés aux biens assurés par un attentat ou un acte de terrorisme tel que défini par les articles 421-1 et 421-2 du code pénal subis sur le territoire national en application d l'article L 121-6 du Code des assurances.

#### **Spécificités de la garantie Maintenance visite**

La garantie de base ci-dessus sera prolongée automatiquement pendant une période de 12 mois à dater du jour de la réception de l'opération ; cette garantie dit de maintenance visite, couvrira les réparations des dommages matériels subis par tout ou partie de l'ouvrage (autre qu'incendie, chute de la foudre, explosion, dégâts des eaux) et provenant exclusivement d'accident résultant de négligence, maladresse, fausse manœuvre, imputables aux assurés (autre que le Maître d'Ouvrage), mais uniquement lorsque ces derniers reviennent sur le chantier pour l'accomplissement des seules opérations suivantes : visite de contrôle ou d'entretien, réparations, levée des réserves (toutes prestations qui incombent donc aux assurés aux termes de leurs marchés passés avec le Maître de l'Ouvrage).

##### **3.4.1.2 - Le montant**

Montant des garanties : 100% du montant calculé au paragraphe 3.3 du présent document, et ce pour toute la durée de la garantie.

La garantie couvre le coût de l'ensemble des travaux afférents à la remise en état des ouvrages ou éléments d'équipement de l'opération de construction endommagés à la suite du sinistre ; elle est toutefois limitée au montant du coût total de construction déclaré à l'article 3.3 du présent document, revalorisé en fonction de l'évolution générale des coûts de construction entre la date de souscription du contrat et celle de la réparation du sinistre. La garantie peut être reconstituée après sinistre selon les modalités également prévues au 3.4.1.3 ci-après.

##### **3.4.1.3 - Reconstitution de garantie**

Il est convenu que les montants de garantie TRC définis au chapitre 3 du présent CCP, seront automatiquement réduits des sommes versées en cas de sinistre, de telle sorte que l'assureur ne puisse

jamais être engagé au-delà de ces montants pour l'ensemble des sinistres survenant pendant la durée des garanties.

Toutefois, les montants de ces garanties pourront être reconstitués sur demande de l'assuré ou de toute personne ayant un intérêt à la conservation de la construction, sous condition du versement d'une prime dont le montant sera fixé par avenant.

Cette reconstitution ne pourra être accordée que si elle est demandée, au plus tard, dans un délai d'un mois suivant la date du versement de l'indemnité ou de la dernière fraction d'indemnité.

Il est convenu que :

- ✓ l'Assureur s'engage à informer l'Assuré de l'épuisement des garanties,
- ✓ l'Assureur ne fera pas application de la règle proportionnelle de capitaux visée à l'article L.121.5 du Code des assurances en cas de non-reconstitution de l'un ou des montants de garantie.

### **3.4.2 - Les garanties complémentaires de la TRC**

#### **3.4.2.1 - Les frais de déblaiement**

Sont garantis, dès lors qu'ils sont liés à sinistre garanti, les frais de déblaiement y compris les frais d'accès, de démolition, de retraitement de l'eau, de dévasage, et de séchage.

Montant des garanties : Maximum de 10% du montant calculé au paragraphe 3.3 du présent document (montant épuisable sur la période de garantie).

#### **3.4.2.2 - Les frais de transport accéléré, heures supplémentaires**

Sont garantis dès lors qu'ils sont liés à un sinistre garanti

- ✓ Les frais supplémentaires consécutifs aux transports accélérés par tout moyen, y compris par voies aériennes.
- ✓ Les frais supplémentaires de main d'œuvre pour les travaux exécutés en dehors des horaires normaux : heures supplémentaires, de nuit, jours fériés, dimanches, etc...

Montant des garanties : voir article 3.5.3 du présent CCP (montant épuisable sur la période de garantie).

#### **3.4.2.3 - Les frais d'honoraires des prestataires spécialisés**

Sont garantis les frais d'honoraires spécialisés, au cas où la réparation nécessiterait la participation d'un prestataire ou BET spécialisé, non intervenu en phase conception ou réalisation avant sinistre.

Montant des garanties : voir article 3.5.3 du présent CCP (montant épuisable sur la période de garantie).

#### **3.4.2.4 - Les frais pour périls imminents et mesures conservatoires**

Sont garantis, les frais nécessités par les mesures strictement nécessaires pour éviter les dommages matériels en raison d'une menace grave et imminente d'effondrement ou de limiter l'aggravation imminente et certaine d'un dommage déjà réalisé couvert par le présent contrat, et ce pour autant que le montant des dépenses engagées par l'assuré ne soit pas supérieur au montant des dommages qui seraient survenus s'il ne les avait pas engagées.

Montant des garanties : voir article 3.5.3 du présent CCP (montant épuisable sur la période de garantie).

#### **3.4.2.5 - Les frais d'experts d'assurés :**

Sont pris en charge les frais d'expert, permettant l'aider à l'estimation des réparations, selon barème de l'assureur.

Montant des garanties : voir article 3.5.3 du présent CCP (montant épuisable sur la période de garantie).

#### **3.4.2.6 - La garantie des dommages aux ouvrages existants (autres que les existants indivisibles, ou totalement incorporés à l'ouvrage neuf) :**

Sont garantis et pris en charge les travaux de réparation des dommages matériels atteignant de manière soudaine et fortuite les existants (à l'exclusion de la foudre, explosion, dégâts des eaux et événements

climatiques) et qui seraient la conséquence directe de l'exécution des travaux neufs et non celle des défauts propres des dits existants.

Les existants sont :

- ✓ Les constructions situées sur le site de l'opération qui, existant avant l'ouverture du chantier, appartiennent au maître d'ouvrage, et sur, sous dans ou à proximité desquelles sont effectuées les travaux.
- ✓ Les constructions contiguës, mitoyennes ou voisines de l'opération de construction situées sur le site de l'opération qui, existant avant l'ouverture du chantier et appartenant au maître d'ouvrage, font également l'objet de travaux.

Montant des garanties : voir article 3.5.3 du présent CCP (montant épuisable sur la période de garantie).

### 3.4.3 - Les franchises

La franchise est fixée à 7 500 € par sinistre, quel que soit le nombre d'extension de garantie affecté par le sinistre ; elle sera doublée en cas de sinistre vol garanti.

Cette franchise sera déduite de l'indemnité à la charge de l'assureur, et qu'il versera à l'assuré ; ce dernier pourra librement en poursuivre le recouvrement auprès d'un éventuel responsable (et / ou de l'assureur de ce prestataire responsable).

### 3.4.4 - Récapitulatif des garanties et des franchises :

#### LOT 2 : ASSURANCES TOUS RISQUES CHANTIER

Assiette de prime, correspondant aux montants des travaux et honoraires en € TTC, comme indiqué au CCP soit **6 853 420.00 € TTC**

Nature des garanties	Montant des Garanties	Franchise
<p><b>Garantie de base en cours de travaux pour la durée prévisionnelle fixée à l'AE :</b> Nature des garanties : toute perte physique ou dommage matériel subi par les travaux neufs résultant notamment d'erreur et/ou défaut de conception, de plan, de calcul, vice caché, vice de matière, de construction, de montage, et d'une façon générale, tout dommage matériel subi par les travaux neufs (cf. CCP)</p> <p><b>Maintenance visite :</b> Cette garantie commence à la dernière des réceptions telle que découlant du planning prévisionnel des travaux (voir précisions sur Acte d'Engagement)</p>	<p>Montant prévisionnel TTC et honoraires compris (s'entend par sinistre et épuisable sur la durée de la garantie) ou le montant définitif si celui-ci est connu lors du sinistre. Soit <b>6 853 420.00 € TTC</b></p>	
<p><b>Frais de déblaiement :</b> Sont garantis, dès lors qu'ils sont liés à sinistre garanti, les frais de déblaiement, y compris les frais d'accès, de démolition, de retraitement de l'eau, de dévasage, de séchage...</p>	<p>10% du sinistre. Si sinistre &lt;500.000 € capital garanti : 50.000 €</p>	<p>Franchise 7 500 € quel que soit le nombre d'extensions de garantie affectées par le sinistre.</p>
<p><b>Frais de transport accéléré, heures supplémentaires :</b> Sont garantis, dès lors qu'ils sont liés à un sinistre garanti, les frais supplémentaires consécutifs aux transports accélérés par tout moyen (y compris par voies aériennes) et les frais supplémentaires de main d'œuvre pour les travaux exécutés en dehors des horaires normaux (heures supplémentaires, de nuit, jours fériés, dimanches).</p>	<p>200 000 € épuisables sur la durée de la garantie</p>	
<p><b>Honoraires des prestataires spécialisés :</b> Au cas où la réparation nécessite l'intervention d'un prestataire ou BET spécialisé non intervenu en phase conception ou réalisation avant sinistre</p>	<p>150 000 € épuisables sur la durée de la garantie</p>	

**Périls imminent et mesures conservatoires :** Sont garantis, les frais nécessités par les mesures strictement nécessaires pour éviter les dommages matériels en raison d'une menace grave et imminente d'effondrement ou de limiter l'aggravation imminente et certaine d'un dommage déjà réalisé couvert par le présent contrat, et ce pour autant que le montant des dépenses engagées par l'Assuré ne soit pas supérieur au montant des dommages qui seraient survenus s'il ne les avait pas engagées.

500 000 € par sinistre et épuisables sur la durée de la garantie

**Frais d'expert d'assuré :** Aide à chiffrer les réparations selon barème de l'assureur

100 000 € épuisables sur la durée de la garantie

### 3.5 - La durée du contrat

Les stipulations correspondantes figurent à l'article 4.2 de l'acte d'engagement.

L'assureur précise qu'en cas de réceptions échelonnées, une garantie complémentaire limitée à trois mois, est accordée pour les dommages, autres que ceux d'incendie ou d'explosion, subis par les biens sortis de la garantie et qui proviendraient des biens non sortis de garantie, ou qui seraient directement la conséquence de l'exécution des travaux ou prestations non encore réceptionnés.

### 3.6 - La renonciation a recours

A l'occasion d'un sinistre garanti au titre de l'assurance TRC, l'assureur renonce à recourir à tout recours, contre les intervenants assurés (et ce y compris envers leurs assureurs respectifs) concernés au titre du même contrat TRC.

## 4 - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

### 4.1 - Emission des bons de commande

La prestation ne pourra être exécutée qu'après l'envoi au titulaire d'un bon de commande.

Le bon de commande sera émis et signé par voie électronique puis adressé au titulaire par courrier électronique.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur ou son délégataire pourront être honorés par le titulaire.

Le titulaire est informé que s'il réalise une prestation sans avoir reçu préalablement un bon de commande, il pourra se voir refuser le règlement de cette prestation.

Le bon de commande comportera les mentions suivantes :

- ✓ La référence du présent marché ;
- ✓ La date et le numéro du bon de commande ;
- ✓ La nature et la description des prestations à exécuter ;
- ✓ Les dates et lieux de livraison ou d'exécution des prestations ;
- ✓ Le montant du bon de commande en € HT et € TTC.

### 4.2 - Modalités de facturation et de règlement

Les factures détaillées afférentes au paiement des prestations seront envoyées à l'adresse suivante :

CCI Ouest Normandie  
86 rue de l'Exode  
50000 SAINT-LO

#### 4.2.1 - Contenus des demandes de paiement

Outre les mentions légales, ces factures porteront les indications suivantes :

- ✓ La date de la facture ;
- ✓ le nom ou la raison sociale du créancier ;
- ✓ le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- ✓ le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- ✓ le numéro du compte bancaire ou postal ;
- ✓ le numéro du marché ;
- ✓ le numéro du bon de commande.
- ✓ L'adresse complète du lieu de maintenance du matériel ;
- ✓ Le site et le bâtiment concerné ;
- ✓ la date d'exécution des prestations ;
- ✓ la nature des prestations exécutées ;
- ✓ la désignation de l'organisme débiteur
- ✓ le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA
- ✓ les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- ✓ Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- ✓ le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- ✓ la date de facturation.
- ✓ en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- ✓ en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- ✓ le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

Les factures devront impérativement comporter la référence du bon de commande. A défaut, les délais de paiement seront suspendus jusqu'à la mise en conformité de la facture.

#### 4.2.2 - Acceptation du montant de la facture

La CCI vérifie le montant indiqué sur la facture. Elle le complète éventuellement en calculant les pénalités et les réfections imposées.

Le montant de la somme à régler au titulaire est arrêté par la CCI. Il est notifié au titulaire si le décompte, la facture ou le mémoire a été modifié ou s'il a été complété comme il est dit à l'alinéa précédent. Passé un délai de trente jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

#### 4.2.3 - Modalités de paiement en cas de groupement

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

#### 4.2.4 - Délai de paiement

Le paiement s'effectue par virement 30 jours au plus tard après l'arrivée de chaque facture conforme.

La facture est réputée conforme quand les conditions de forme et de fonds sont remplies.

Toute réception de facture non conforme entraînera la suspension des délais de paiement. Le titulaire sera informé des compléments à fournir ou des modifications à apporter à sa facture.

Toutes autres conditions, concernant la facturation et le règlement, même prévues sur la facture ne sauraient être opposées au pouvoir adjudicateur.

Le défaut de paiement dans le délai susmentionné donne droit au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros et fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Ils courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal, incluse.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente avant le premier jour calendaire du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

Le Titulaire ne pourra, en aucun cas, se prévaloir d'un retard de paiement, pour suspendre ou interrompre l'exécution des prestations qui lui incombent en application du présent marché.

#### **4.2.5 - Suspension des délais de paiements**

En cas de présentation d'une facture non conforme, ce délai peut être suspendu une fois.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au Titulaire par tout moyen écrit. Elle précise les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par la CCI, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au Titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, court un nouveau délai de 30 jours.

### **4.3 - Coordonnées bancaires du titulaire - RIB**

#### **4.3.1 - Coordonnées bancaires du titulaire ou du mandataire du groupement**

**JOINDRE OBLIGATOIREMENT UN RIB EN ANNEXE A L'ACTE D'ENGAGEMENT**

Les avis de virement sont adressés à l'établissement réalisant les prestations mentionnées au bon de commande.

#### **4.3.2 - Coordonnées bancaires des autres membres du groupement conjoint**

En cas de groupement conjoint, le titulaire a joint un relevé d'identité bancaire ou postal pour chacun des membres du groupement.

#### **4.3.3 - Modification des coordonnées bancaires**

En cas de modification des coordonnées bancaires en cours d'exécution du marché, le titulaire doit impérativement dans les plus brefs délais, notifier ce changement au service comptabilité et fournir le nouveau RIB correspondant.

### **4.4 - Confidentialité**

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.



## **4.5 - Situation fiscale et sociale des titulaires**

### **4.5.1 - Obligations des titulaires**

Les titulaires s'engagent à fournir tous les six (6) mois à compter de la notification de l'accord-cadre, et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations listées ci-dessous :

- ✓ Les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du Code de travail, si le titulaire est établi ou domicilié en France, et D. 8222-7, D. 8222-8 et R.1263-12 dudit Code, si le titulaire est établi ou domicilié à l'étranger ;
- ✓ Les pièces mentionnées aux articles D.8254-2 à D8254-5 du Code du travail.

La CCI s'assurera de l'authenticité de ces documents auprès des organismes de recouvrement compétents.

Après mise en demeure restée infructueuse, la non-production ou la production incomplète ou erronée de ces documents pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire, pour ce qui concerne la part de l'accord-cadre dont le titulaire assurait l'exécution, sans que celui-ci ne puisse prétendre à aucune indemnité. Le cas échéant, la CCI se réserve la possibilité de prononcer l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire.

La mise en demeure est notifiée par tout moyen permettant de donner une date certaine à sa réception par le titulaire, et notamment par lettre recommandée avec avis de réception. Cette mise en demeure est assortie d'un délai d'exécution. A défaut d'indication de délai dans la mise en demeure, le titulaire dispose d'un délai d'un (1) mois à compter de la notification de la mise en demeure pour satisfaire à ses obligations.

### **4.5.2 - Remise des documents listés ci-dessus sur E-ATTESTATIONS**

Les titulaires domiciliés en France doivent déposer les documents cités à l'article 4.5.1 du présent CCAP, sur la plateforme en ligne, mise gratuitement à disposition des titulaires par la CCI, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com/>